

COOPERATION AU DEVELOPPEMENT
ET AIDE HUMANITAIRE
Section Afrique occidentale

Berne, le 25 juillet 1989

t.311 Afrique 9 - ADT/KFR
t.311 Sénégal

PROPOSITION POUR PETITE ACTION

- | | | |
|----|--------------------------------|--|
| 1. | Crédit global | Westafrika Kleinaktionen |
| 2. | Proposition de crédit | No 203/89 du 24.7.1989 |
| 3. | No de compte | 200.68.002.09 |
| 4. | Désignation de l'action | Etude gestion des produits chimiques
au Sénégal |
| 5. | Pays | Sénégal |
| 6. | Début de l'action | Septembre 1989 |
| 7. | Durée de l'action | 12 mois |
| 8. | Montant | Fr. 69'500.-- |
| 9. | <u>Description de l'action</u> | |

Dans le cadre d'un échange de lettres concernant une coopération en matière d'environnement entre la Suisse et le Sénégal, il a été convenu que la Suisse, par le biais de la DDA, mettrait Frs. 100'000.-- à disposition de cette coopération dans le but de financer des études à ce sujet.

Le Ministère de la Protection de la Nature a proposé la réalisation de l'étude susmentionnée, dont l'objectif est de faire le point sur la gestion actuelle des produits chimiques (pesticides et produits industriels) et de définir une stratégie (recommandations, propositions) pour améliorer la situation. Cette étude doit avant tout analyser la réalité sénégalaise, identifier les secteurs où des améliorations sont indispensables, envisager, le cas échéant, la création de nouvelles structures et formules des propositions en tenant compte des possibilités dont dispose l'Etat sénégalais.

A l'issue de l'appel d'offres lancé sur la base de termes de références établis d'entente entre les deux parties, l'entreprise Holinger SA, membre du Groupe Motor Columbus, Baden, a été choisie pour mener cette étude. Le mandat qui sera attribué par la DDA à cette entreprise sera suivi en collaboration avec les services compétents de l'Office fédéral de la protection de l'environnement.



10. Budget

10	Frais d'experts:		
	- salaires (459 H)	50'200.--	
	- indemnités de séjour au Sénégal	7'000.--	
	- voyages	<u>7'500.--</u>	64'700.--
70	Fonctionnement:		
	- main-d'oeuvre locale	1'000.--	
	- PTT, telex, secrétariat, consultations ANRED	1'500.--	
	- édition du rapport	1'500.--	
	- divers	<u>800.--</u>	<u>4'800.--</u>
			69'500.--
			=====

Vu ce qui précède, nous proposons d'octroyer un montant de Fr. 69'500.-- pour couvrir les frais de l'étude sur la gestion des produits chimiques au Sénégal.

SECTION AFRIQUE OCCIDENTALE

A. Bisaz
A. Bisaz

DECISION

Un crédit de Fr. 69'500.-- est accordé à la charge du crédit global No 203/89 du 24.7.1989 pour financer l'étude susmentionnée au Sénégal.

DIVISION OPERATIONNELLE POUR
L'AFRIQUE ET L'AMERIQUE LATINE

H.-Ph. Cart
H.-Ph. Cart

Distribution:

- Ambassade de Suisse, Dakar
- Office fédéral de l'Environnement
- BSZ/AI/UG
- ADT
- FMA
- Contrôle fédéral des finances
- Comptabilité DDA
- Révision DDA

Annexe: termes de référence

Gestion des produits chimiques au Sénégal

Termes de référence - Etude préliminaire

Objectif général

Faire le point sur la gestion actuelle des produits chimiques (pesticides et produits industriels) et définir une stratégie (recommandations, propositions) pour améliorer la situation.

Pour atteindre cet objectif l'étude doit porter sur les points suivants:

1. Analyse de la situation actuelle - Etat des lieux

1.1 Cadre institutionnel administratif et juridique

- législations concernant l'importation, la distribution, l'utilisation, le stockage, le transport, l'élimination, la fabrication, l'homologation, les normes.
- mise en oeuvre des instruments internationaux (Code FAO, Lignes directrices PNUE)
- moyens matériels et humains.
- prescriptions destinées aux utilisateurs (sont-elles compréhensibles?)

1.2 Contrôle - monitoring

- Sur la base des éléments du point 1.1, comment les contrôles s'effectuent-ils?
- Existe-t-il un contrôle de qualité? un registre de distribution pour les commerçants? un contrôle des travailleurs manipulant les produits? un contrôle des aliments? un contrôle des eaux?

1.3 Formation - Information - Vulgarisation

Comment ces 3 secteurs sont-ils organisés et à quels niveaux (décideurs jusqu'à utilisateurs)?

1.4 Impacts sur l'environnement et la santé

Conséquences de la gestion actuelle.

1.5 Impacts de la politique agricole (event. d'autres politiques) sur l'utilisation des produits chimiques

- incitations économiques
- modes de culture
- orientation des marchés etc.
- importance des importations de produits phytosanitaires au regard des exportations de produits agricoles (comparaison en devises)..

2. Recommandations - Propositions

Pour les points 1.1, 1.2 et 1.3 en tenant compte des interrelations avec d'autres domaines:

- formuler des objectifs généraux et spécifiques
- identifier les problèmes et les contraintes
- proposer des solutions
- établir un plan d'action avec des priorités et des échéances
- évaluer les coûts (budget)

Les propositions doivent être élaborées de façon à mobiliser au maximum les capacités nationales; elles doivent être avant tout opérationnelles et pragmatiques. Le plan d'action doit envisager des étapes bien définies permettant le démarrage rapide d'activités sectorielles.

3. Divers

Les responsables de l'étude doivent absolument travailler en étroite collaboration avec les autorités locales et les partenaires sociaux.

La contrepartie sénégalaise devrait nommer une personne responsable de l'étude dont une des tâches pourrait être l'enquête concernant le cadre administratif et juridique